



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 08/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BIMA 83

9 RUE DE L'INDUSTRIE
68700 Cernay

Références : 0006700522_2025_09_16_BIMA83_VIIC_SDE_Incompatibilités_2024_04_03
Code AIOT : 0006700522

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/09/2025 dans l'établissement BIMA 83 implanté 9 RUE DE L INDUSTRIE 68700 Cernay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objet de la présente visite est de réaliser le suivi des échéances des prescriptions visées par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21 mai 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BIMA 83
- 9 RUE DE L INDUSTRIE 68700 Cernay
- Code AIOT : 0006700522

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'usine BIMA, est un site de production de colorant chimique. Le site fournit ces colorants au groupe BIC dont il fait partie, mais également à d'autres clients externes au groupe. Le site est soumis à autorisation et exploite un ensemble d'installations classées pour la protection de l'environnement qui concourent à la fabrication des colorants. Il est par ailleurs soumis aux directives dites SEVESO (seuil Haut) et IED (pour la fabrication de produits chimiques organiques).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Tuyauteries et capacités contenant des matières dangereuses	AP de Mise en Demeure du 21/05/2024, article 2	Levée de mise en demeure
2	Analyse de risques	AP de Mise en Demeure du 21/05/2024, article 3	Levée de mise en demeure
3	Organisation de l'établissement	AP de Mise en Demeure du 21/05/2024, article 4	Levée de mise en demeure
4	Incompatibilités	AP de Mise en Demeure du 21/05/2024, article 5	Levée de mise en demeure
5	Etiquetage des substances et préparations dangereuses	AP de Mise en Demeure du 21/05/2024, article 6	Levée de mise en demeure
6	Résistance de la rétention	AP de Mise en Demeure du 21/05/2024, article 7	Levée de mise en demeure
7	Niveau de remplissage	AP de Mise en Demeure du 21/05/2024, article 8	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les non-conformités visées par l'arrêté de mise en demeure du 21 mai 2024 ont été corrigées. De fait, il est proposé de lever la mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Tuyauteries et capacités contenant des matières dangereuses

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/05/2024, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles – rétentions
Prescription contrôlée : Dans un délai de 6 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 25.V.E de l'Arrêté Ministériel du 4 octobre 2010 susvisé : "V.-Dispositions relatives aux tuyauteries et capacités contenant des matières dangereuses. [...] E.-Le parcours des tuyauteries contenant des matières dangereuses figure sur un plan tenu à jour."

<p>Constats :</p> <p>Le contrôle de cette prescription doit être effectué à l'éclairage des constats réalisés lors de la visite d'inspection du 3 avril 2024. Les constats réalisés sur site et sur pièces en 2024 mettaient en avant l'absence dans certains plans des identifications des produits dangereux susceptibles d'être présents dans les tuyauteries. Les plans n'étaient pas tous à jour et des incohérences étaient présentes.</p> <p>Après analyse par échantillonnage des plans transmis par l'exploitant, l'Inspection n'identifie pas d'incohérence.</p> <p>Au regard de ce constat, l'Inspection considère que l'exploitant a présenté les justificatifs adaptés pour conclure à la conformité de ce point de contrôle.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 2 : Analyse de risques

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/05/2024, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Analyse de risques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dans un délai de 6 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 7 de l'Arrêté Ministériel du 26 mai 2014 susvisé : "L'analyse de risques, au sens de l'article L. 181-25 du code de l'environnement, constitue une démarche d'identification, de maîtrise des risques réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite."
<p>Constats :</p> <p>Le contrôle de cette prescription doit être effectué à l'éclairage des constats réalisés lors de la visite d'inspection du 3 avril 2024. Les constats réalisés sur site et sur pièces en 2024 mettaient en avant qu'aucun scénario sur les incompatibilités chimiques n'avait été traité dans l'étude de dangers, notamment concernant les scénarios suite à une erreur durant le dépotage d'un produit.</p> <p>Après analyse de l'EDD (étude de dangers), l'Inspection constate que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les scénarios sur les incompatibilités chimiques ont été traités dans l'étude de dangers, - la réaction en cas de mélange accidentel entre l'acide chlorosulfonique et de l'acide chlorhydrique lors du dépotage est identifiée comme cas majorant. C'est le seul phénomène retenu comme effet dangereux et modélisé, - l'exploitant analyse que les mélanges de soude 50% et d'acide chlorhydrique 35% constituent également une réaction dangereuse et induisent une "réaction de neutralisation vive avec l'évaporation de l'acide chlorhydrique suite à l'élévation de la température du mélange", - les autres réactions sont identifiées comme non dangereuses ou sans dégagement de produits toxiques, - une barrière organisationnelle est côté et mise en place. <p>Dans l'attente de la publication du guide de l'INERIS sur les incompatibilités, l'exploitant a prévu de mettre en place une barrière opérationnelle pour réduire les risques d'une erreur lors d'un dépotage. Ainsi, sont mis en place :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des cadenas pour chaque cuve de dépotage, empêchant le dépotage sans la clé. Les clés et les cadenas ont un code couleur et sont associés à chaque produit.

<p>- une procédure obligeant la présence de plusieurs personnes pour le dépotage en plus du conducteur : l'assistante commerciale qui a fait la commande et qui vérifie que le produit correspond à celui commandé (nom du fournisseur, du produit, n°UN...), le contremaître doit également vérifier ces informations. Ces deux personnes doivent compléter un formulaire de contrôle avant dépotage. Le contremaître doit ensuite demander au responsable maintenance la clé permettant d'ouvrir "la box" du produit concerné. Le contremaître donne la clé du produit concerné à l'opérateur.</p> <p>Sur site, l'Inspection a constaté la mise en place des cadenas et la présence de l'ensemble des clés dans un local à part.</p> <p>Au regard de ce constat, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions nécessaires afin de se conformer à la prescription contrôlée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra à l'Inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une photo des clés et de leur rangement. Les clés seront étiquetées pour identifier le produit auquel chacune est associée.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 3 : Organisation de l'établissement

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/05/2024, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles – rétentions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dans un délai de 6 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 2.10 et 2.13 de l'Arrêté Préfectoral du 21 septembre 2015 susvisé et les dispositions suivantes de l'article 54.A de l'Arrêté Ministériel du 4 octobre 2010 : <p>Arrêté Préfectoral du 21/09/2015</p> <p>Article 2.10</p> <p>"[...] Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.)"</p> <p>Article 2.13</p> <p>"L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. [...]"</p> <p>Arrêté Ministériel du 04/10/10</p> <p>Article 54.A :</p> <p>"L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques. Extrait de l'étude de danger, document "3.BI-MA83 EDPPT 18" concernant l'épandage d'ACS dans la cuvette de rétention : Lors de conditions climatiques particulières, il est possible que de l'eau entre dans la cuvette en dépit du toit avec retombées latérales : cas de vent très fort avec chute d'eau ou plus vraisemblablement de neige. Cette eau est immédiatement vidée."</p>
<p>Constats :</p> <p>Le contrôle de cette prescription doit être effectué à l'éclairage des constats réalisés lors de la vi-</p>

<p>site d'inspection du 3 avril 2024. Les constats réalisés sur site et sur pièces en 2024 mettaient en avant que les vidanges des rétentions pour évacuer les eaux pluviales n'étaient pas tracées dans un registre et n'étaient pas immédiatement réalisées à tout moment.</p> <p>Lors du contrôle sur site, l'exploitant a précisé que des marquages ont été ajoutés dans les cuvettes de rétention pour identifier le niveau de liquide admissible.</p> <p>L'Inspection a constaté sur site que les marquages ont été ajoutés.</p> <p>Par échantillonnage, l'Inspection a constaté que la hauteur choisie des marquages permet de garantir que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence.</p> <p>L'exploitant a présenté la procédure « Vidange des cuvettes et aires de rétention » SEC.01.02.03 et le formulaire « Registre de vidange des aires/cuvettes de rétention » F-D-123 encadrant la vidange.</p> <p>L'Inspection constate que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les cuves concernées par la vidange sont identifiées, - la procédure prévoit de vider les cuvettes de rétention dès que le bas du marquage est atteint sauf pour la cuvette C5 qui doit être vidée dès présence d'eau. <p>L'Inspection a contrôlé sur site le registre traçant les vidanges. Ce contrôle n'appelle pas de constat particulier de la part de l'Inspection.</p> <p>L'exploitant a précisé que pour les périodes "hors activités" des consignes ont été transmises à la société en charge de faire des rondes de sécurité, notamment d'appeler l'astreinte si le marquage est atteint dans l'une des cuvette de rétention. Ce cas de figure n'a pas encore été rencontré pour l'instant.</p> <p>L'Inspection a contrôlé le formulaire « Attestation de formation » F-Q-60-Astreinte et constate que trois personnes ont été formées pour la vidange des cuvettes de rétention en octobre 2024 et deux de plus en janvier 2025. L'exploitant prévoit que cette formation soit réalisée tous les 2 ans, et pour tous les nouveaux arrivants concernés par la vidange des cuvettes.</p> <p>Au regard de ces constats, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions nécessaires afin de se conformer à la prescription contrôlée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Incompatibilités

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/05/2024, article 5
Thème(s) : Produits chimiques, Produits incompatibles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 6 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 2.13 de l'Arrêté Préfectoral du 21 septembre 2015 susvisé :</p> <p>"Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. [...]"</p>
<p>Constats :</p> <p>Le contrôle de cette prescription doit être effectué à l'éclairage des constats réalisés lors de la visite d'inspection du 3 avril 2024. Les constats réalisés sur site et sur pièces en 2024 mettaient en avant que deux produits incompatibles partageaient une même rétention : de la soude et de la javel, la soude étant identifiée comme incompatible avec les oxydants puissants dans sa FDS (fiche de donnée de sécurité) ce qui est le cas de la javel. L'exploitant a pris la décision de ne plus stocker sa javel en cuve. L'Inspection a constaté sur site que la cuve TS13 qui contenait de la javel était vide.</p>

Au regard de ce constat, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions nécessaires pour conclure à la conformité de ce point de contrôle vis-à-vis des éléments en non-conformités constatés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Etiquetage des substances et préparations dangereuses

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/05/2024, article 6
Thème(s) : Produits chimiques, Etiquetage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 6 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 2.11 de l'Arrêté Préfectoral du 21 septembre 2015 susvisé :</p> <p>"Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro UN et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. [...]"</p>
<p>Constats :</p> <p>Le contrôle de cette prescription doit être effectué à l'éclairage des constats réalisés lors de la visite d'inspection du 3 avril 2024. Les constats réalisés sur site et sur pièces en 2024 mettaient en avant que sur une cuve appelée "CIFEC", en plus des symboles de dangers suivant la réglementation, se trouvaient des symboles de dangers ne correspondant pas au produit.</p> <p>L'exploitant a pris la décision de vider cette cuve.</p> <p>L'Inspection a constaté sur site que plus aucun pictogramme n'est présent sur la cuve dite "CIFEC". Postérieurement au contrôle, l'exploitant a transmis à l'Inspection l'échéancier qui a été suivi pour la vidange et le nettoyage de la cuve ainsi qu'une photo de la cuve vide.</p> <p>Au regard de ce constat, l'Inspection considère que l'exploitant a réalisé les actions nécessaires pour régulariser la non-conformité constatée en 2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 6 : Résistance de la rétention

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/05/2024, article 7
Thème(s) : Produits chimiques, Résistance à l'action chimique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 6 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 2.12 de l'Arrêté Préfectoral du 21 septembre 2015 susvisé :</p> <p>"[...]La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides[...]Les cuvettes de rétention sont conçus pour résister à la poussée et à l'action corrosive des liquides éventuellement répandus. [...]"</p>
Constats :

<p>Le contrôle de cette prescription doit être effectué à l'éclairage des constats réalisés lors de la visite d'inspection du 3 avril 2024. Les constats réalisés sur site et sur pièces en 2024 mettaient en avant que la cuvette de rétention de la soude (cuve "CIFEC") liée à l'atelier MAG était corrodée et dans un état dégradé.</p> <p>L'exploitant a pris la décision de vider cette cuve (comme précisé au point de contrôle précédent), de la laisser vide pour l'instant et s'engage à la remettre en état en cas d'utilisation.</p> <p>Lors du contrôle sur site, l'Inspection a constaté que la cuvette de rétention a été nettoyée bien qu'elle n'ait pas été remise en état.</p> <p>La vidange de la cuve a été traitée au point de contrôle précédent.</p> <p>Au regard de ce constat, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions nécessaires afin de se conformer à la prescription contrôlée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il revient à l'exploitant de remettre en état la cuvette de rétention avant toute nouvelle utilisation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 7 : Niveau de remplissage

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/05/2024, article 8</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Equipements permettant de vérifier le niveau de remplissage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 6 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 2.15 de l'Arrêté Préfectoral du 21 septembre 2015 susvisé :</p> <p>"[...] Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment [...]"</p>
<p>Constats :</p> <p>Le contrôle de cette prescription doit être effectué à l'éclairage des constats réalisés lors de la visite d'inspection du 3 avril 2024. Les constats réalisés sur site et sur pièces en 2024 mettaient en avant que le réservoir de soude n'est pas équipé de manière à pouvoir vérifier le niveau de remplissage à tout moment.</p> <p>Ce point de contrôle se rattache aux deux points de contrôles précédents. La cuve "CIFEC" est actuellement vide, aucun détecteur n'a été mis en place. L'exploitant s'engage à mettre un détecteur en place en cas d'utilisation future.</p> <p>Au regard de ce constat, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions nécessaires afin de se conformer à la prescription contrôlée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>